HAL
open science

La Conférence Olivaint et le Parlement, de 1875 à nos jours

David Colon

To cite this version:

David Colon. La Conférence Olivaint et le Parlement, de 1875 à nos jours. Conférence de la commission internationale des Assemblées d'Etat, Sep 2006, Paris, France. pp.1208-1222. hal-01053627

HAL Id: hal-01053627

https://sciencespo.hal.science/hal-01053627v1

Submitted on 31 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA CONFÉRENCE OLIVAINT ET LE PARLEMENT DE 1875 À NOS JOURS

David Colon
(IEP de Paris,
Centre d'histoire de Sciences Po)

La Conférence Olivaint occupe une place singulière dans le paysage des conférences d'étudiants en France en raison de sa longévité, de ses origines jésuites, et surtout de la vocation qu'elle affiche depuis sa fondation et jusqu'à nos jours : former une élite à la vie publique[1]. De fait, les rapports entre la Conférence Olivaint et le Parlement ont considérablement évolué au fil du temps : à l'hostilité envers le régime, très marquée sous la Troisième République, s'est peu à peu substitué un objectif de conquête qui a fait de ce cercle catholique une pépinière de parlementaires conservateurs.

I. La formation d'une élite catholique en marge du « monde officiel »

La Conférence Olivaint a été créée à l'automne 1874 par la Compagnie de Jésus, qui lui a donné deux ans plus tard le nom d'un de ses martyrs de la Commune, Pierre Olivaint. Ce dernier, normalien, issu d'un milieu modeste, cacique de l'agrégation d'histoire en 1843, est exécuté par les Communards rue Haxo le 26 mai 1871[2]. La vocation

[1] L'histoire de la Conférence Olivaint échappe encore en partie à l'historien, du fait de l'indigence des archives et du caractère partiel des travaux qui lui ont été consacrés. Citons notamment : Gilles Le Béguec, *L'Entrée au Palais Bourbon : les filières privilégiées d'accès à la fonction parlementaire, 1919-1939,* thèse, Paris X - Nanterre, 1989, Lille : atelier de reproduction de l'Université Lille 3, 1990 ; David Colon, *Un cercle d'étudiants catholiques sous la Troisième République : la Conférence Olivaint, 1875-1940,* mémoire de DEA, Paris, Institut d'études politiques, 1996, 341 p. ; Emmanuelle Bastid, *La Conférence Olivaint : 1947-1987, un lieu de formation des élites à la vie civique,* mémoire de DEA, Paris, Institut d'études politiques, 1990 ; Vincent Soulage, *La Conférence Olivaint, cinquante ans d'effort pour former une élite de jeunes à la politique, 1947-1997,* mémoire de maîtrise de l'université Paris-X-Nanterre, sous la direction de Philippe Levillain et André Thépot, 1997.

[2] La mort du RP Pierre Olivaint a déclenché une véritable fièvre hagiographique : modèle du genre, l'ouvrage du RP Charles Clair, *Le RP Pierre Olivaint, de la Compagnie de Jésus, sa vie, son oeuvre et son martyr,* Paris, Victor Palmé, 1878,

que les jésuites ont assignée dès le début à la Conférence est de regrouper et d'encadrer des jeunes étudiants catholiques de Paris, principalement issus de leurs collèges, dans un esprit de défense religieuse, en vue de les former à la vie publique. Les premiers étudiants qui la fréquentent appartiennent tous à la fameuse Congrégation jésuite, restaurée en 1852 sous le nom de « Réunion des jeunes gens », au sein de laquelle les confessions, les retraites, les communions fréquentes et les veillées de prière alternent avec des conférences littéraires.

La Conférence Olivaint se donne d'emblée pour but de former la future élite du pays : « La Conférence Olivaint a pour but de préparer (les jeunes gens qui en font partie), par le travail et l'exercice de la parole, à devenir les défenseurs des intérêts de l'Église et du Pays », peut-on lire dans le règlement intérieur de 1879[1]. Pour affirmer pleinement cette vocation, les Pères directeurs de la Conférence ont cherché et obtenu la protection de la papauté : Pie IX, puis Léon XIII, accordent ainsi leur bénédiction apostolique à l'entreprise : « Nous nous réjouissons d'autant plus vivement de la vitalité et des progrès de votre association, écrit par exemple Léon XIII en mars 1878, qu'elle s'attache à la saine formation de jeunes gens plus choisis (...). [Votre association], en s'adressant à une classe d'hommes de laquelle doivent sortir les jurisconsultes, les philosophes, les professeurs des sciences et lettres, les magistrats et tous ceux qui sont appelés aux fonctions les plus élevées, est d'un intérêt général pour la société[2] ».

Le cœur de la formation réside dans la séance hebdomadaire, fixée depuis les origines au mercredi soir. Sa forme n'a pratiquement pas évolué : après une prière, un Olivaint prend la parole à la tribune sur un sujet approuvé au préalable par le conseil. La conférence est suivie d'un débat, parfois assez vif, et les jeunes gens achèvent la soirée au fumoir, devant un thé ou un chocolat chaud. Soucieux de ne pas prêter le flanc aux critiques, les jésuites excluent formellement des débats les sujets politiques. Les rapports annuels nous indiquent toutefois que la règle est constamment détournée, chaque exposé ou chaque discussion donnant lieu à des allusions à l'actualité du moment. La Conférence Olivaint apparaît rapidement comme un cercle

apporte de nombreux éléments biographiques. En revanche, il n'existe aucune étude historique ; à défaut, on pourra se reporter sur les pages que lui consacre Jean Lacouture : *Jésuites, une multibiographie,* tome 2, Paris, Seuil, 1991, p. 240-242.

[1] Archives jésuites de la Province de Paris, I PA 735.

[2] Lettre du 11 mars 1878, citée par Michel Cornudet, *Souvenir du 25e anniversaire de la fondation de la Réunion des jeunes gens,* Bourges, E. Pigelet, 1878, p. 29-34.

conservateur, volontiers réactionnaire, où l'antisémitisme et l'antimaçonnisme ont bonne presse. Née en même temps que la Troisième République, cette association discrète est le refuge de tous les adversaires du régime : « Nous ne fréquentons guère le monde officiel ! », s'exclame en forme de boutade le recteur de l'Institut catholique, Mgr d'Hulst, lors d'une séance solennelle[1]. Au printemps 1880, en vertu des décrets Ferry, la Conférence Olivaint est expulsée en même temps que les jésuites et trouve refuge à l'Institut catholique, puis dans un immeuble de la rue d'Assas loué par un prête-nom pour la Compagnie. La culture de l'Olivaint, à l'image de celle ses promoteurs, est longtemps celle de l'exil, de la clandestinité érigée au rang de dogme et de l'opposition la plus irréductible au régime, au gouvernement et au Parlement. La liste des conférenciers extérieurs invités à la seule réunion semi-publique de la Conférence, la séance annuelle de clôture, reflète à elle-seule cet isolement volontaire et le profond conservatisme de l'Olivaint : les chevau-légers, tel Cazenove de Pradine, y côtoient nombre d'avocats généraux révoqués, avant que ne leur succèdent le baron Denys Cochin, Ferdinand Brunetière, et plus tard Henry Bordeaux et Maurice Barrès. L'affaire Dreyfus puis la séparation des églises et de l'État n'ont pas contribué à calmer les esprits : lors de la séance de clôture de l'année 1906, les Olivaints blessés ou arrêtés lors des inventaires sont cités en exemple : « La Conférence, déclare Pierre Gerlier, leur est reconnaissante du généreux exemple que, très simplement, ils ont donné en cette circonstance[2] ».

En bons ultramontains, les Olivaints se sont soumis aux directives du pape Léon XIII prônant le Ralliement et, sous l'influence d'Albert de Mun et l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF), ils s'ouvrent progressivement aux questions sociales. L'ACJF, à laquelle la Conférence Olivaint apporte son concours à partir de 1888, est, pour les jeunes Olivaints les plus brillants, le stade ultime de leur formation entre les mains des jésuites : entrés très jeune à la Conférence Olivaint, ils en deviennent président et le restent un an, avant, parfois, de devenir préfet de la Congrégation, et, plus rarement président de l'ACJF[3].

[1] Réunion des jeunes gens, *Séance solennelle de clôture, 1890-1891*, Paris, Imprimerie de l'Archevêché, 1891.
[2] Réunion des jeunes gens, *Assemblée générale 1906*, Paris, J. Dumoulin, 1905. Pierre Gerlier est alors le président de la Congrégation.
[3] L'exemple le plus abouti de ce *cursus honorum* est Pierre Gerlier, qui entre ensuite dans les ordres à la veille de la Guerre.

La postérité parlementaire de l'Olivaint d'avant-guerre n'est pas négligeable. On dénombre ainsi onze anciens membres actifs[1] de la conférence parmi les Parlementaires de la Troisième République, principalement dans les rangs de la droite conservatrice : Jules Auffray, député de la Seine de 1902 à 1906, inscrit au groupe des républicains nationalistes, qui intervient à la Chambre dans le débat relatif à la loi de séparation des Églises et de l'État en avril 1905, Albert d'Aubigny, député de la Sarthe (1905-1906, 1914-1924), inscrit pour son dernier mandat au groupe de l'entente républicaine démocratique, secrétaire d'État aux finances de 1922 à 1924, Louis Delsol[2], député de la Seine de 1928 à 1932 (Action démocratique et sociale), Louis Duval-Arnould, député de la Seine durant quatre mandats (1919-1936), membre de la Fédération républicaine, André de Fels[3], député de Seine-et-Oise de 1928 à 1932, Gustave Gautherot[4], sénateur de la Loire-inférieure de 1932 à 1941, professeur à l'Institut catholique, Amaury de la Grange[5], sénateur du nord (1930-1941), président de l'aéro-club de

[1] Sont ici considérés comme membres actifs, ceux qui ont fait partie d'un bureau ou ont présenté au moins un exposé. Cela exclut d'autres membres, inscrits pourtant à l'Olivaint, dont l'investissement fut moindre, comme le Prince François de Polignac, député du Maine-et-Loire de 1928 à 1942, cité dans plusieurs comptes rendus de l'entre-deux guerres, mais qui, semble-t-il, ne prit jamais la parole à l'Olivaint lorsqu'il en fut membre. Né en 1887, le Prince de Polignac fait ses études à Saint-Louis-de-Gonzague, puis à l'école d'agriculture d'Angers. Il est Croix de Guerre 14-18.
[2] Né en 1870, Louis Delsol, avocat à la cour d'appel, débute très jeune sa carrière politique sous les auspices de Jules Lemaître et de Déroulède et, à leurs côtés, devient membre du comité directeur de la « Ligue de la patrie française ». Au cours de sa carrière, il affronte Marcel Sembat et Malvy. Pendant la Guerre, quoique dégagé d'obligations militaires, il part comme soldat puis, nommé sous-lieutenant, est attaché à la mission française près de l'armée américaine. Après guerre, il se présente en vain sur la liste du Bloc national en 1919 puis entre au conseil municipal de Paris, élu comme républicain national au Petit-Montrouge. Réélu en 1925, il est président du conseil municipal (1927-1928), avant d'être élu député du 14e arrondissement.
[3] Petit neveu de Jacques Piou, il s'inscrit en 1928 au groupe de la gauche radicale.
[4] Magistrat, historien, Gustave Gautherot, né en 1880, professeur à l'Institut catholique, s'inscrit en 1932 au groupe de la Gauche républicaine. Le 10 juillet 1940, il vote les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain. Pendant ses mandats, il se montre profondément anticommuniste, refusant par exemple de voter en 1936 le pacte franco-soviétique, et défend à la Chambre valeurs morales et traditionnelles. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le communisme.
[5] Diplômé de l'École libre des Sciences politiques, Amaury de la Grange combat pendant la Première Guerre mondiale dans l'aviation. Il n'a pas pris part au vote du 10 juillet 1940 sur les pouvoirs constituants du maréchal Pétain.

France, sous-secrétaire d'État au commerce et à l'industrie de mars à mai 1940, Gustave de Lamarzelle[1], député du Morbihan de 1885 à 1893, sénateur de 1894 à 1924, Jean Lerolle, ancien président de l'ACJF, député de la Seine de 1912 à 1919 (Action libérale populaire) et de 1928 à 1936 (groupe des démocrates populaires), Emile Taudière, député indépendant des Deux-Sèvres de 1928 à 1942, indépendant et Antoine Saillard, député du Doubs de 1919 à 1924, Entente républicaine démocratique.

II. D'une guerre à l'autre, la tentation antiparlementaire

Au vu de la postérité de la période d'avant-guerre, l'apport de la Conférence Olivaint de l'entre-deux-guerres au personnel politique de la IVe République apparaît quantitativement assez faible, puisque l'on ne compte que trois ou quatre parlementaires issus de ses rangs. Toutefois, la qualité vient suppléer la quantité, puisqu'il s'agit de Georges Bidault[2], de René Pleven[3], de Robert Buron[4] et, même si un doute demeure quant à son appartenance à la Conférence, d'Alain Poher[5]. L'explication de ce relativement faible apport à la vie politique s'explique par le fait que la Conférence Olivaint de l'entre-deux-guerres a été un bastion conservateur et a accueilli un grand nombre

[1] Ancien président de la conférence Molé-Tocqueville, professeur à l'Institut catholique, Gustave de Lamarzelle se distingue à la Chambre par ses prises de position très conservatrices

[2] Georges Bidault a été député MRP sans interruption de 1945 à 1958 (puis député non inscrit jusqu'en 1962), et chef du gouvernement à deux reprises entre 1948 et 1950. Il a présidé la Conférence Olivaint en 1922-1923.

[3] Député des Côtes-du-Nord sans interruption de 1945 à 1969, chef du gouvernement à deux reprises entre 1950 et 1952. Le patron de l'UDSR s'est montré, lors de son passage à l'Olivaint, un monarchiste convaincu : Président de la Conférence en 1920-1921, de la FFEC en 1923, il manifeste en 1920 en l'honneur de Jeanne d'Arc dans les rangs de l'AF et proclame à l'Olivaint son admiration pour le nationalisme historique de Fustel de Coulanges en même temps que "l'éternité du problème juif", voir David Colon, *op. cit.*, p. 167-172.

[4] Député MRP de la Mayenne de 1945 à 1959, ministre à six reprises sous la IVe République, la première fois dans le second gouvernement Bidault. Ministre des travaux publics et des transports dans les premiers gouvernements de la cinquième République, négociateur des accords d'Évian, Robert Buron démissionne en mai 1962 et se rapproche de la gauche.

[5] Alain Poher a très vraisemblablement fréquenté la Conférence Olivaint, même si les archives ne permettent pas de l'affirmer. Il est nommé trésorier de la Fédération française des étudiants catholiques (FFEC) le 12 mars 1937, au sein du bureau que préside son ami Roger Millot.

d'étudiants nationalistes, qui ont moins alimenté le parlement que les ligues et se sont, pour la plupart, engagés derrière le maréchal Pétain en 1940.

Les étudiants d'Action française avaient été exclus de l'Olivaint en 1910, après de longs débats. Après la Guerre, qui a vu la moitié de l'effectif de 1913-1914 tomber au champ d'honneur, le nouvel aumônier-directeur jésuite, le RP de Pully, ne cache pas ses sympathies maurrassiennes. Après la condamnation de *L'Action française*, en janvier 1928, il demande en vain à sa hiérarchie l'autorisation de poursuivre la lecture du journal de Maurras. Dans un rapport adressé au général de la Compagnie, le Provincial, le RP Mollat, note que le Père de Pully s'est soumis aux directives romaines et a exclu la quinzaine d'étudiants de la Conférence Olivaint restés fidèles à l'Action française, mais il ajoute aussitôt : « Il reste que (...) le P. de Pully a développé ou laissé se développer dans les jeunes gens une mentalité qui s'accorde par bien des côtés (pas tous) avec la mentalité des partisans de l'AF, mentalité qui a trop séparé l'Olivaint de l'ACJF à qui jadis elle fournissait ses meilleures têtes, mentalité qui aurait fait scandale près de certains aumôniers régionaux et qui provoquait l'étonnement de Mr Jean Lerolle, ancien président de l'ACJF, mentalité contre laquelle il ne réagit peut-être pas assez malgré ses appels à l'obéissance[1] ». De fait, au-delà de l'Action française proprement dite, les étudiants de la droite antiparlementaire, emmenés par Henry Dumoulin de Labarthète, futur directeur du cabinet civil du maréchal Pétain[2], et Charles Vallin, plus tard délégué à la propagande du Parti social français (PSF), ont pris en main la Conférence Olivaint depuis 1925, ce qui a entraîné le départ des démocrates, dont la figure emblématique est alors Georges Bidault. Jusqu'à la guerre, la Conférence Olivaint demeure un bastion de la droite nationaliste, et alimente les ligues, notamment la Ligue pour les droits des religieux anciens combattants (DRAC) du père Doncoeur, la Fédération nationale catholique du général de Castelnau ou encore les Jeunesses patriotes.

De fait, l'antiparlementarisme est le plus petit dénominateur commun des membres de la Conférence Olivaint dans les années

[1] « Enquête sur le P. de Pully et la Conférence Olivaint », 24 avril 1928, Archivum Romanum Societatis Jesu, *Provincia Galliae – Franciae – Parisiensi :* 1032 : 1920-1933, Association catholi. Juvent. Gall.

[2] Jérôme Cotillon, *Henry du Moulin de Labarthète, un homme d'influence*, mémoire IEP, 1998, 230 p. ; *Le rôle politique du cabinet civil du Maréchal Pétain, 1940-1944 : composition, fonctionnement, évolution*, mémoire de DEA IEP, 2000.

trente : ainsi, le 17 novembre 1930, la séance hebdomadaire est consacrée à la crise du parlementarisme en Europe. L'orateur, un certain Poirson, attribue trois facteurs à cette crise : la lenteur du travail parlementaire, l'instabilité gouvernementale liée au grand nombre de partis politiques « et à l'ambition des parlementaires », enfin « l'incompétence et le manque de vertu des parlementaires[1] ». Si le président de séance se dit étonné de l'âpreté des attaques à l'égard du régime, beaucoup d'Olivaints interviennent à la tribune pour abonder en son sens : Pierre de Vaucelles critique le suffrage universel, de la Charie le manque de compétence des parlementaires, et Robert Buron - aux dires du secrétaire de séance – « trouve simplement que l'on est fatigués du régime[2] ». Enfin, Jacques Chapsal, futur directeur de Sciences Po et alors vice-président de la Conférence, prend la parole pour réclamer des chefs : « Leur absence, dit-il, est cause de la crise[3] ». Le Père de Pully, au terme de cette discussion, constate à son tour la crise du parlementarisme, dont les causes sont à trouver, selon lui, dans l'absence de loi morale, dans l'institution du suffrage universel « qui n'est pas conforme à la raison », et dans l'état de pulvérisation des partis qui conduit à ne plus voir ce que doit poursuivre un État : le bien public. La semaine suivante, Pierre de Vaucelles prend la parole pour apporter la contradiction à Poirson en avançant quelques remèdes contre la crise du parlementarisme. Ce dernier, selon lui, est à rebâtir, non à abandonner, et il propose comme modèle la Constitution d'Emmanuel Sieyès, jamais appliquée mais qui présente bien des avantages. Car, précise-t-il, il s'agit de limiter le rôle des Assemblées : « Le pouvoir exécutif doit accroître son pouvoir et son prestige[4] ». En 1931, Pierre de Vaucelles est élu président de la Conférence. Son premier vice-président est Robert Buron, docteur en droit, qui sort major de l'École libre des sciences politiques (ELSP) la même année. Leur attitude critique à l'encontre du régime en place semble donc bien être partagée par une majorité des membres de la Conférence Olivaint. L'antiparlementarisme atteint son paroxysme à l'occasion de la crise du 6 février 1934. Plusieurs membres de la Conférence Olivaint se

[1] Compte rendu, Archives jésuites de la Province de Paris, I PA 740.
[2] *Ibid.*
[3] Jacques Chapsal, doctorant en droit, prépare alors le concours du Conseil d'État.
[4] Compte rendu de la séance du 24 novembre 1930, Archives jésuites de la Province de Paris, I PA 740.

trouvent parmi les manifestants[1], et l'association se range sans guère d'hésitation du côté de la rue, tout comme la Fédération française des étudiants catholiques (FFEC) à laquelle elle appartient, qui, dans la livraison du mois de mars 1934 de *L'Étudiant catholique*, s'en prend directement au système parlementaire : « Nous ne devons plus maintenant admettre le dogme de l'infaillibilité et de la toute puissance parlementaire. (...) La Chambre élue peut se tromper en accordant sa confiance à un gouvernement qui ne recherche pas le bien commun[2]». Lors de la séance du mercredi 6 février 1935, le président de la Conférence Olivaint Pierre Moissinac demande ainsi un moment de recueillement pour les morts du 6 février de l'année précédente. La prière traditionnelle du début de séance est dite à leur intention[3].

On ne peut s'étonner, par conséquent, de trouver, à Vichy, en 1940, un véritable réseau d'anciens membres de l'Olivaint, principalement au sein du Secrétariat général à la Jeunesse, à l'image d'André Mattéi, chef du bureau de la formation des cadres, et démis de ses fonctions, comme la plupart des anciens Olivaints en poste à Vichy, par le gouvernement Laval en 1942. En 1941, le Père de Pully, âgé de soixante-quatre ans, est démis de ses fonctions. La direction de la Conférence Olivaint revient au RP Beirnaert, proche de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), qui proscrit immédiatement les discussions politiques et fait progressivement de la Conférence l'aumônerie des étudiants de l'ELSP.

III. La Conférence Olivaint du Père Huvenne, « Centre d'éducation politique »

La Seconde Guerre mondiale, contrairement à la Première, a donc constitué une rupture décisive dans l'histoire de la Conférence Olivaint. Contrairement à ce qui s'était passé en 1919, la Conférence Olivaint elle n'est pas immédiatement remise en selle : son local et ses fonds sont gelés par la Compagnie de Jésus. Seule subsiste l'aumônerie de Sciences Po, à la tête de laquelle la Compagnie de Jésus nomme un nouvel aumônier, le RP Huvenne, ancien professeur de français au collège Saint-Clément de Metz, un des anciens aumôniers du Groupe

[1] Dont André Aumonier, qui en témoigne dans son ouvrage autobiographique *Un corsaire de l'Église, du patronat chrétien au secours catholique*, Paris, Fayard, 1996, p. 27.
[2] "Les manifestants du 6 février 1934", *L'Étudiant catholique*, n° 47.
[3] *Bulletin mensuel de la Conférence Olivaint*, n° 1, mars 1935, p. 3.

des étudiants catholiques (GEC) de Nancy[1], dont le caractère n'a rien à envier à celui du RP de Pully : autoritaire, de carrure imposante, peu suspect d'idées progressistes, il se distingue par son langage franc et direct. C'est, semble-t-il, à son initiative, et sous la pression d'anciens membres de la Conférence d'avant-guerre, que renaît l'Olivaint, en 1947. Le 30 décembre, en effet, une lettre est adressée aux anciens pour leur annoncer que « la Conférence reprend (...) cette année, la suite de son brillant passé[2] ». Ce passé, la Conférence Olivaint semble s'en enorgueillir : le RP Huvenne ne revendique pas moins de 10 anciens Olivaints dans le Gouvernement de Georges Bidault[3] ! Parmi ceux que l'Olivaint revendique alors comme ayant été des siens, on peut même relever les noms de Robert Lecourt, de Jean Letourneau, d'André Colin, ou encore de Jean Lecanuet[4]. Or, rien n'atteste à ce jour que ces hommes, souvent anciens de l'ACJF, aient réellement fréquenté l'Olivaint.

Le père Huvenne se targue auprès de ses supérieurs de vouloir faire de la Conférence Olivaint un véritable « Centre d'éducation politique », selon l'intitulé du nouveau sous-titre de l'association, à laquelle il donne comme devise un mot de Mauriac : « La politique, cette forme supérieure de la charité ». Comme ses lointains prédécesseurs, il se rend à Rome pour appuyer son ambition : le 28 mars 1948, Pie XII reçoit une délégation de la Conférence Olivaint en audience spéciale : « Autant il est louable de se tenir au-dessus des querelles contingentes qui enveniment les luttes de partis, pour rester fermement unis sur les points essentiels de la justice, de la charité et de la sagesse chrétienne, autant il serait blâmable de laisser le champ libre pour diriger les affaires de l'État aux indignes et aux incapables »,

[1] Sur le GEC de Nancy, se référer à : Laurent Bigorgne, « Foyers et conférences des étudiants catholiques français », dans Giovanni Orsina et Gaetano Quagliarello, dir., *La Formazione della classe politica in Europa (1945-1956), Rome, Piero Lacaita, 2000, p. 245-267 ;* Laurent Bigorgne, *L'Après-guerre politique de François Valentin (1945-1965) : Qu'est-ce qu'un retour en politique ?*, mémoire de l'IEP de Paris dirigé par Nicolas Roussellier et Gilles Le Béguec, janvier 1996 ; Bernadette Castet, *Continuité et changement des oeuvres de jeunesse catholique à Nancy, 1925-1935*, Faculté des Lettres de Nancy, juin 1967.
[2] Archives jésuites de la province de Paris, Vanves, I PA 738/1.
[3] Lettre du RP Huvenne au RP provincial, 20 décembre 1963. Archives jésuites de la province de Paris, Vanves, I PA 738/1.
[4] Ces noms sont publiés dans le programme de la soirée du Xe anniversaire de la Conférence Olivaint d'après-guerre, qui eut lieu le 27 février 1957 à l'hôtel Lutetia. Archives jésuites de la Province de Paris, I PA 738/3.

déclare-t-il à cette occasion[1]. La volonté de former des élites dirigeantes est exprimée clairement par le premier président de la Conférence d'après-guerre, Pierre Dournes, professeur de philosophie à Versailles, dans une allocution à la radio vaticane, prononcée quelques jours après l'entrevue : « La Conférence Olivaint doit permettre à une élite de jeunes chrétiens de se préparer aux responsabilités de la vie politique. Les enfants de la lumière ne doivent pas laisser aux enfants du siècle le monopole de l'efficacité temporelle[2] ». De même peut-on lire dans un tract du milieu des années cinquante que le but de la Conférence Olivaint est de « permettre d'occuper un poste de direction dans la cité, d'exercer une saine influence sur la vie professionnelle et les moyens d'information, de mettre à même d'assurer avec compétence et désintéressement d'éventuelles fonctions politiques à tous les échelons[3] ». Selon le Père Huvenne, le TRP général des jésuites aurait alors explicitement approuvé l'orientation de la Conférence[4].

Fort de ces soutiens, le père directeur a profondément réorganisé les activités de la Conférence. La qualité du recrutement a été son premier souci. Jusque là, l'Institut catholique, la faculté de droit et l'ELSP constituaient le vivier privilégié de l'association. Désormais, le recrutement de la Conférence se fait principalement, à Sciences Po et en droit. Ce n'est qu'au début des années cinquante qu'une ouverture progressive s'effectue en direction des écoles d'ingénieur, Polytechnique et Centrale principalement, et en direction des Hautes études commerciales (HEC). En outre, le Père Huvenne a très tôt pris en compte l'importance de l'École nationale d'administration (ENA), présentant l'Olivaint comme un complément de formation dans la perspective du concours. L'élitisme demeure donc le moteur principal du fonctionnement de la Conférence et le Père directeur assure seul la cooptation des membres. L'engagement des membres est formalisé : à partir du début des années 1950, chaque nouvelle recrue doit marquer son attachement à l'esprit de la conférence en promettant, parfois par écrit, de s'engager au service de ses concitoyens, si les circonstances le lui permettent un jour[5]. Si la pluralité des options politiques est

[1] *Osservatore Romano*, 28 mars 1848, p. 1.
[2] Archives jésuites de la province de Paris, I PA 738.
[3] *Ibid.*
[4] Note du RP Huvenne "sur le but et les activités de la Conférence Olivaint d'après-guerre", 20 décembre 1963, *ibid.*
[5] Emmanuelle Bastid, *op. cit.*, p. 28.

théoriquement admise, le recrutement opéré par l'aumônier jésuite laisse peu de place aux socialistes et plus largement à la gauche.

Les conférences du mercredi demeurent le cœur de la formation politique des membres. L'uniformité des séances a toutefois cédé la place à une alternance de séances d'art oratoire, de séances de journalisme, de séances avec un invité et des séances parlementaires avec vote d'une motion. Parmi les invités les plus fidèles, on peut noter les noms de Paul Claudel, Daniel-Rops, François Mauriac, Étienne Pfimlin ou Thierry d'Argenlieu. A vrai dire, il y a peu, sinon pas, d'invités de gauche avant la fin des années 1950[1]. Quant aux séances d'art oratoire, elles sont dirigées, depuis 1947, par trois éminents avocats, Jacques Pradon, avocat près la cour de Cassation, qui institutionnalise l'art oratoire en 1957 et le dirige jusqu'en 1964, Me Mario Stasi, premier secrétaire de la Conférence du Stage, ancien bâtonnier, qui l'anime pendant 20 ans, et Me Olivier Schnerb, premier secrétaire la Conférence du Stage, avocat pénaliste, qui poursuit aujourd'hui encore cet apostolat. Toujours est-il que ces séances ont toujours été moins suivies que les séances traditionnelles de l'Olivaint, apparaissant comme le « parent pauvre » des activités de l'Olivaint[2]. De même, leur fréquence est relativement faible : il semble qu'il y ait eu en moyenne six séances annuelles seulement depuis 1957[3].

La Conférence, pour toutes ses activités, peut compter sur un vaste réseau d'anciens, et notamment Georges Bidault, René Pleven, Robert Buron (président des anciens) et Jacques Chapsal, le directeur de Sciences Po. Les principaux parrains de la Conférence sont, pour l'UDSR, Eugène Claudius-Petit, et pour le MRP Robert Schuman, qui, en 1925 déjà, avait été l'invité d'honneur de la séance solennelle de clôture et apporte son concours personnel (par sa participation à certaines activités) et financier (par l'intermédiaire de subventions du ministère des affaires étrangères), à l'entreprise du P. Huvenne. Robert Schuman a, par exemple, rendu possible l'acquisition du local exigu de la Conférence Olivaint, au 36 de la rue de Grenelle, à proximité immédiate de la résidence des jésuites. On le voit, ce réseau d'anciens et d'amis est particulièrement proche du centre droit, et principalement du MRP, auquel l'Olivaint doit beaucoup. La Conférence dispose aussi, à la fin de notre période, d'un réseau d'aînés, c'est à dire d'anciens

[1] Selon Vincent Soulage, *op. cit.*, § 1.1.5, le premier invité de gauche attesté aurait été Guy Mollet, en 1958.
[2] Vincent Soulage, *op. cit.*, p. 27.
[3] *Ibid.*

membres de la Conférence d'après-guerre triés sur le volet par le Père Huvenne. Jacques Pradon, leur président en 1956, définit clairement le rôle de l'association qu'il dirige : « Il s'agit d'aider chaque aîné à s'engager dans un parti politique de son choix, de s'entraider pour occuper un poste de direction dans la cité, d'y exercer une saine influence sur la vie professionnelle et les moyens d'information et d'assurer avec désintéressement et dynamisme d'éventuelles fonctions politiques à tous les échelons[1] ». Ce réseau d'aînés se veut donc un réseau d'influence politique, le Père Huvenne cherchant à constituer un réseau d'influence à partir des hommes politiques issus des différentes œuvres dirigées par les jésuites, c'est-à-dire la Conférence Olivaint et l'ACJF. En 1957, alors qu'elle célèbre en grande pompe son dixième anniversaire, la Conférence Olivaint traverse toutefois une crise. L'orientation de la Conférence Olivaint est contestée par la hiérarchie jésuite, qui reproche au Père Huvenne de faire ouvertement de la politique, au lieu de s'en tenir à une attitude spirituelle. Au lendemain de la crise de la JEC, la Compagnie prive momentanément l'Olivaint de son nom, et le Père Huvenne la rebaptise » Centre d'éducation politique indépendant de tout parti ». Comme en 1910, en 1926 et en1942, la Compagnie de Jésus est intervenue pour rappeler à l'ordre une association coupable de compromission avec ce qui, au fond, constitue depuis les origines sa raison d'être : la politique.

Au vu de l'ambitieux projet du Père Huvenne, la faiblesse du résultat frappe l'observateur. Seuls quatre parlementaires sont issus de la Conférence Olivaint de cette période, deux députés UDF, Jean-Marie Daillet[2] et Jean-François Deniau[3], auxquels ont peut ajouter un député européen, Jacques Mallet[4], et deux parlementaires dont l'orientation politique n'aurait certainement pas réjoui le Père Huvenne : Pierre Biarnès, membre de la conférence Olivaint de 1955 à 1957, sénateur communiste des Français établis hors de France depuis 1989, et Jean-Pierre Chevènement[5], qui a fréquenté (et présidé) la Conférence Olivaint entre 1957 et 1959. Force est donc de constater que l'ambition

[1] Archives jésuites de la Province de Paris, I PA 738.
[2] Membre de la Conférence Olivaint en 1950-1951, député UDF (CDS) de la Manche de 1973 à 1993.
[3] Jean-François Deniau, député UDF de 1978 à 1981 et de 1986 à 1997, six fois ministre entre 1973 et 1980, a fréquenté la Conférence Olivaint en 1952-1953.
[4] Jacques Mallet, membre de la Conférence Olivaint de 1948 à 1951, a été député européen (CDS) de 1984 à 1989.
[5] Député du territoire de Belfort de 1973 à 1988, puis de 1991 à 2002, ministre de la défense de 1988 à 1991.

du Père Huvenne de faire de la Conférence Olivaint un vivier pour la droite chrétienne-démocrate a échoué. Cela peut s'expliquer par le déclin du MRP et la faiblesse du CDS, mais aussi par le fait que le MRP n'a pas su, ou pas voulu, considérer la Conférence Olivaint comme un possible vivier de recrutement. La faiblesse quantitative de l'apport au Parlement de la Conférence Olivaint de cette époque peut également s'expliquer par l'essor des formations jeunes des partis politiques qui ont souvent mis en place des structures comparables : ainsi les jeunes du Centre national des indépendants et paysans (JIP) se sont-ils dotés dès 1955 de cours d'orateurs bimensuels délivrés, à partir de 1956, par Me Isorni et Me Trémollet de Villers[1].

IV. Laïcisation et ouverture de la Conférence Olivaint

Plusieurs évolutions notables interviennent dans les années soixante. En premier lieu, la sécularisation de la Conférence : après le départ du Père Huvenne, en 1964, un conflit latent oppose les jeunes au conseiller spirituel, le RP Chevallier, qui éclate sous la présidence de Laurent Fabius à propos des règles de cooptation. Le conseiller jésuite souhaite garder la main sur le recrutement des Olivaints, ce que Laurent Fabius, qui s'efforce en tant que président des jeunes de rajeunir l'institution au lendemain de mai 68, notamment en imposant le tutoiement, ne peut accepter. Le président des anciens, Hervé de Charette, trouve une issue à la crise en obtenant le départ conjoint de Laurent Fabius et des jésuites[2]. La deuxième évolution, qui n'est pas totalement étrangère à la première est la politisation de la Conférence. À partir de la guerre d'Algérie, l'implication des jeunes Olivaints dans la vie politique, et notamment dans les groupes de jeunes des partis politiques, va croissant. Il est même de bon ton, à la fin des années soixante, d'afficher publiquement ses engagements politiques : Michel Vauzelle, président en 1966-1967 et Jean-Louis Bourlanges, président de l'Olivaint en 1969-1970, ne cachent pas leur appartenance à l'UJP, tandis que Michel Bon, président en 1965-1966 et Christian Blankaert,

[1] François Audigier, "Les organisations de jeunes libéraux de 1945 à 1955", communication inédite au séminaire "Les groupements de jeunes et d'étudiants et la formation de la classe politique", animé par Gilles le Béguec et Éric Duhamel à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), 1994-1997.

[2] Désormais, la Conférence Olivaint n'a plus d'aumônier directeur, mais un conseiller spirituel. Le père dominicain Xavier Charpe assure le premier cette fonction, de 1969 à 1971, suivi par deux pères jésuites, le RP Bernard de Boissière (1971-1992) et le RP Bernard Gillibert (1992-1997).

président en 1967-1968, n'hésitent pas à se dire de gauche. De fait, et il s'agit là de la troisième évolution majeure de la période, la gauche progresse au sein de la Conférence Olivaint, aussi bien parmi les membres que parmi les invités : l'intervention de Guy Mollet, en 1958, est suivie de celles d'André Philip, Jules Moch et, en 1963-1964, de Gaston Defferre et François Mitterrand. Lieu de confrontation courtoise des idées, la Conférence s'impose comme un lieu de formation aux combats politiques et aux joutes parlementaires. De fait, pas moins de 8 parlementaires, dont un président de l'Assemblée, sont issus de la Conférence Olivaint : Hervé de Charette[1], Jean-Claude Guibal[2], Jean-Michel Belorgey[3], Michel Charasse[4], Michel Vauzelle[5], François d'Aubert[6], Dominique Perben[7], Laurent Fabius[8] et Henri de Richemont[9]. La Conférence Olivaint connaît toutefois une relative dépolitisation dans les années 1970, suivie d'un notable affaiblissement de son recrutement dans les années quatre-vingt. Trois parlementaires seulement sont, à ce jour, issus de la Conférence Olivaint de ces trois

[1] Président de la Conférence Olivaint de 1962 à 1963, avant d'être président des anciens de 1965 à 1970, député UDF de la Nièvre en 1986, député UDF du Maine-et-Loire de 1988 à 2002, député UMP depuis.

[2] Membre en 1962-1963, député des Alpes-maritimes depuis 1997, RPR puis UMP.

[3] Membre en 1962-1963, député socialiste de l'Allier de 1981 à 1993.

[4] Membre en 1963-1964, sénateur de 1981 à 1988 et depuis 1992, et ministre de 1988 à 1992.

[5] Membre en 1965 à 1967, président en 1966-1967, député socialiste des Bouches-du-Rhône de 1986 à 1993 et de 1997 à 2002, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée de 1989 à 1992, ministre de la justice de 1992 à 1993.

[6] Membre en 1965-1968, député UDF de la Mayenne de 1978 à 2002 et député UMP de 2002 à 2004, trois fois ministre de 1995 à 2005.

[7] Membre en 1966-1967, député RPR de 1986 à 1993 et de 1997 à 2002, ministre de la justice de 2002 à 2005, puis ministre des transports.

[8] Membre de 1967 à 1969, président en 1968-1969, député de Seine-Maritime depuis 1978, ministre de l'industrie et de la recherche de 1983 à 1984, Premier ministre de 1984 à 1986, Président de l'Assemblée nationale de 1988 à 1992 et de 1997 à 2000, ministère de l'économie et des finances de 2000 à 2002.

[9] Membre en 1970-1971, député puis sénateur (depuis 1988), RPR puis UMP.

dernières décennies : Michel Barnier[1], François Goulard[2] et Arnaud Montebourg[3].

En définitive, il apparaît que trente parlementaires sont d'anciens membres de la Conférence Olivaint, qui a été pour eux autant un lieu de formation que de socialisation. Si l'apport de la Conférence Olivaint à la formation de la classe politique française est notable, il ne faut donc pas négliger son apport à la vie publique dans son ensemble. Au demeurant, il est d'autres domaines où l'apport de la Conférence Olivaint paraît plus décisif, et en premier lieu l'histoire du christianisme, comme en témoignent les noms de Claude Desjoyaux, Jean Daniélou, Adrien Dansette, René Rémond, Philippe Levillain et André Vauchez .

---

[1] Membre de 1972 à 1974, député RPR de la Savoir de 1978 à 1993, ministre de l'environnement de 1993 à 1995 puis ministre délégué aux affaires européennes, sénateur de 1997 à 1999, membre de la Commission européenne jusqu'en 2004 puis ministre des affaires étrangères de 2004 à 2005.

[2] Membre en 1977-1978, député UMP de 1997 à 2004, ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche du gouvernement de Dominique de Villepin.

[3] Député socialiste de Saône-et-Loire depuis 1986.